

Opposition municipale

Élu-e-s Malakoff Plurielle > 3 élu-e-s
Un déontologue à Malakoff

La déontologie est l'ensemble des obligations morales que chacun doit respecter dans l'exécution de ses tâches professionnelles ou de ses mandats. Dans le cadre de la loi 3DS, dès le 1^{er} juin 2023, toutes les communes auront l'obligation de se doter d'un référent déontologue pour les élus. Cela implique pour Malakoff de conduire une réflexion sur la manière de formaliser les règles de conduites à adopter par les élus et les agents de la Ville. Car décrire les engagements et obligations de ces derniers est aujourd'hui nécessaire pour rétablir la confiance des citoyens dans l'action publique. Il est en effet urgent d'instaurer la déclaration d'intérêts des élus, la défense des lanceurs d'alertes, ou encore la mise en place de procédures de contrôle concernant les frais, invitations, cadeaux ou voyages; et aussi d'encadrer la commande publique, l'activité militante d'agents communaux sur les réseaux sociaux ou les rencontres du maire avec des fournisseurs ou lobbyistes.

Malakoff Plurielle milite depuis toujours pour développer la transparence et propose que le déontologue de la Ville ait pour première mission l'établissement de notre futur code de déontologie. Nous demandons également que l'ensemble des élus et agents de la Ville puisse bénéficier de formations en ligne (e-learning) ou en présentiel en lien avec ce futur code.

Ces actions permettraient de promouvoir les pratiques vertueuses à Malakoff et ainsi de prévenir tout risque ou soupçon de situation de conflits d'intérêts, corruption, trafic d'influence, concussion ou favoritisme. Dans une ville qui n'a pas connu d'alternance politique depuis un siècle, cela aiderait grandement à renforcer la confiance de tous les habitants dans l'action de ses représentants.

 **Olivier Rajzman**
 Conseiller municipal
 orajzman@yahoo.fr

Élu-e-s France insoumise et citoyen-ne-s > 3 élu-e-s

Une majorité à bout de souffle

Comme nous l'annonçons lors du conseil du 19 décembre, J. Belhomme et sa majorité ont pris la décision de privatiser le stationnement payant. Cette décision engagerait la Ville jusqu'en 2029, une décision de plus qui va à l'encontre de ce pour quoi la majorité ont été élus, cela ne faisait pas partie du programme d'« Ensemble pour Malakoff ».

Cette décision était autrefois contestée par le PCF lors de son application à la mairie de Paris. Voyez plutôt leur intervention quand Hidalgo l'a imposé à Paris: « Il est fondamental que la gestion et le contrôle du stationnement payant restent aux mains de la puissance publique. C'est le seul moyen de garantir la bonne exécution de ces missions qui relèvent de l'intérêt général. Confier la verbalisation au secteur privé, c'est risquer de se plier à une logique de rentabilité financière au point que les syndicats de la préfecture de police parlent d'un système de "sulfateuse à PV". L'objectif de pres-

tative de services sera bien de faire progresser le taux de respect du stationnement rotatif et pas d'assurer une mission de service public. Les objectifs du privé sont clairement incompatibles avec le service public de contrôle du stationnement payant ».

Cette décision doit être votée en commission d'appel d'offres le 15 juin, et entrerait en application au 1^{er} juillet, nous nous y opposerons dans l'intérêt des habitants qui ne sont pas des vaches à lait et qui ne veulent pas de cette privatisation.

Après le parcours du combattant voici la sulfateuse à PV, l'objectif devrait être l'harmonie entre tous les moyens de transport, en améliorant les mobilités douces avec logique et bon sens, sans faire de Malakoff un véritable enfer pour les automobilistes, la majorité doit revenir à la raison, en annulant ce projet. Cette décision serait un point de non-retour, cela bafouerait un engagement du programme de la majorité sur les délégations de service public.

Non à la privatisation du stationnement payant.

 **Nadia Hammache**
 Conseillère municipale
 nhammache@ville-malakoff.fr

Élu-e-s Renaissance Malakoff > 2 élus
Renaissance Malakoff vous donne la parole

Pour Paris, 2024 sera l'été des JO. Un formidable rendez-vous mondial pour nos sportifs, nos jeunes, toute une génération.

Le comité Renaissance de Malakoff a voulu recueillir le sentiment, le témoignage des Malakoffiots sur cet événement, à partir de questions posées lors d'une opération de tractage. Leurs commentaires.

Q1: *Êtes-vous intéressé par le sport et cet événement exceptionnel? Si oui, qu'en attendez-vous?*

RQ1: Chloé: « De la fête et des moments sympas »; Patrick: « Une parenthèse de paix »; Hervé: « Oui! Bof! Mais y'a plus grave en ce moment »; Gilles: « De beaux exploits de nos athlètes »

Q 2: *Souhaitez-vous que la ville accueille une « fan zone » durant les épreuves olympiques?*

RQ2: Alex: « Oui... La mairie a bien fait un truc pareil pour le MMA pour un type de Malakoff qui combattait »; Farid: « Oui... Se retrouver à Malak avec des potes pour voir les sports serait bien »; Catherine: « C'est une très bonne idée à condition que les riverains ne soient pas ennuyés ».

Q3: *À votre avis les JO 2024 peuvent-ils avoir un impact, sur la pratique de l'activité sportive à Malakoff? Sur la politique de la municipalité en matière sportive (équipements, soutien aux clubs locaux...)?*

RQ3: Agnès: « Oui, ça va donner envie aux jeunes de faire du sport... »; Alex: « Si ça peut décoller certains de leur smartphone, ça serait pas mal... »; Patrick: « Avec des pelouses en plastique, j'vois pas ce qui va attirer les gens à s'inscrire à Malakoff... »; Yanis: « La municipalité réduit le fric pour l'USMM; ça prouve qu'ils n'en ont rien à f... du sport à Malakoff... ».

Si vous aussi, comme les personnes qui ont répondu au questionnaire, vous avez un sujet qui vous tient à cœur, dont vous voulez témoigner, contactez-nous!

Si vous souhaitez que votre voix porte, rejoignez-nous en allant sur le site du parti Renaissance puis inscrivez-vous sur le comité Renaissance Malakoff.

 **Roger Pronesti**
 Conseiller municipal
 Renaissance.malakoff@gmail.com

Élu non inscrit - Malakoff Insoumise et Populaire > 1 élu
ZFE: un report bienvenu ?

La Zone à Faibles Émissions vise à interdire progressivement les véhicules les plus polluants. La Métropole envisage de reporter l'interdiction des véhicules Crit'air 3, prévue en juillet prochain, à fin 2024. Ce report serait bienvenu du fait de la forte inflation. Il permettrait également de renforcer les transports, notamment en automatisant la ligne 4. Mais il ne permettrait pas de mettre en circulation la ligne 15 de métro, c'est pourquoi nous demandons un report à 2026.

Nous demandons aussi un moratoire sur les verbalisations pour les véhicules Crit'air 4 et 5. Il faut en effet mettre en place le prêt à taux zéro promis par l'État, renforcer les aides et augmenter les seuils pour y prétendre: ainsi, l'aide maximale ne peut être touchée que pour les foyers touchant moins de 6300 euros par an et par part fiscale, ce qui en exclut les célibataires au RSA! Face à l'écologie punitive, opposons l'écologie populaire!

 **Martin Vernant**
 Conseiller municipal
 mvernant@ville-malakoff.fr

Élu non inscrit - Malakoff citoyen > 1 élu
Avis d'expulsion

Le 24 avril dernier les Malakoffiots ont vu la fin d'une histoire quelque peu rocambolique. Depuis 2 ans le bâtiment privé baptisé « le Malaqueen » avait été occupé illégalement par des dizaines de personnes en fragilité et en rupture.

Ce squat est le symbole d'une faillite du maintien aux droits des propriétaires et d'un manque évident de logements dans notre commune.

Qui aimerait que son logement ou son local soit squatté? Nous sommes plutôt d'avis qu'il faille redéfinir une politique du logement ambitieuse et en phase avec la réalité de la demande. Que ce soit dans son parc privé ou social, de nombreux logements doivent être rénovés ou mis en conformité. Dans chaque réunion de quartier la question du logement revient alors ne rejetez pas la faute sur le gouvernement, des lois existent et une bonne gestion nous permettrait d'accélérer le droit au logement légal et décent pour tous.

<https://pbl5d29b10cb6d64cfd977dfdaa0433c294.kessel.media>

 **Ange Stéphane Tauthui**
 Conseiller municipal
 stauthui@ville-malakoff.fr

ESPACE OUVERT À L'EXPRESSION DES ÉLUS DU CONSEIL MUNICIPAL
 LES TEXTES PUBLIÉS ENGAGENT LA SEULE RESPONSABILITÉ DE LEURS AUTEURS

Majorité municipale

Élu-e-s du groupe Malakoff en commun, communistes et citoyen-ne-s > 16 élu-e-s
Respectons la politique!

Enfin, voici l'été avec ses moments de répit bien-venus après cette année éprouvante! C'est d'abord l'inflation, qui met en difficulté de nombreuses familles et précipite nombre d'entre elles dans la précarité. C'est aussi le mépris du président de la République et du gouvernement avec la réforme des retraites, injuste et régressive, imposée malgré une opposition quasi unanime et une mobilisation inédite depuis cinquante ans qui réunit dans une même dynamique les partis de gauche et écologiste aux côtés des syndicats de travailleur-euse-s.

Ce déni démocratique nourrit le désespoir, abîme la confiance en nos institutions et favorise la montée de l'extrême-droite.

Les millions de personnes qui ont fait grève et défilé dans les rues exigent de la considération et la justice sociale. Pour se projeter dans l'avenir, la société doit être respectée et entendue dans ses choix.

Un autre fléau sape notre démocratie: les violences contre les élu-e-s locaux-ales.

Porteur-euse-s des valeurs de paix, nous défendons au groupe « Malakoff en Commun, communiste et citoyen-ne-s », une conception de la politique fondée sur la tolérance et le respect, où se confrontent les idées et les projets, et non les personnes. Une conception qui rejette toutes formes de violence et où le mépris, le dénigrement, les « fake news » et les insinuations malveillantes n'ont pas leur place. Une conception dans laquelle les égos surdimensionnés n'entravent pas la capacité collective à travailler de concert pour l'intérêt général. C'est à Malakoff une tradition, transmise par nos aîné-e-s qui ont lutté pour une société égalitaire et que nous continuons de porter fièrement au service de nos politiques publiques.

On ne construit rien sur le mensonge ni la calomnie. C'est, au contraire, en partant des besoins et des attentes de la population que nous ouvrons le champ des possibles pour Malakoff. Bel été à toutes et tous.

 **Fathia Alaudat**

Conseillère municipale déléguée à la Culture de paix
falaudat@ville-malakoff.fr

Élu-e-s du groupe Les Écologistes Collectif EELV, Génération-s et citoyen-ne-s > 7 élu-e-s

Y a-t-il un « droit à la ville » ?

Le Malaqueen n'est plus. Pendant deux ans, ce « centre social autogéré » avait investi un bâtiment de bureaux vides de la ville. C'était un lieu de vie organisé sans l'autorisation du propriétaire, une société immobilière spécialisée dans l'achat et la location d'immeubles de bureaux vacants.

Nous avons visité le Malaqueen, rencontré ses animateur-trice-s, suivi la concrétisation de leur double ambition. C'était d'abord un refuge pour personnes aux parcours compliqués: migrants espérant une vie digne, personnes trans en rupture avec leurs familles, partisans d'un modèle de société bâti sur le partage et l'autogestion, hors des hiérarchies et des normes... une certaine gauche utopique toujours bien vivante.

C'était aussi un lieu d'expression artistique, des ateliers ouverts aux habitant-e-s: développement photo, cours de poterie, couture et rapiéçage de

vêtements, réparations de vélos et d'ordinateurs, bibliothèque ouverte, salle pour concerts et théâtre... tout un écosystème culturel et social en train de prendre corps.

La loi Kasbarian-Bergé rendra désormais encore plus difficile ce genre d'initiative, en créant une criminalisation de la précarité de fait, y compris pour les locataires en difficulté financière, encore plus menacés désormais de mal-logement et de sans-abrisme. Rien qu'en Île-de-France, il manque plus de 780 000 logements sociaux.

Reste que cette revendication d'un « droit à la ville », que portaient « les Malaqueen », restera pour nous comme un défi stimulant et vivifiant, une séquence qui a testé les limites de notre fonction d'élue-e-s et raffermit notre engagement politique.

Un policier lors de l'expulsion: « *Qui est votre chef ?* ». — « *C'est Petit Bonhomme, le chat du Malaqueen! Désolé, mais il n'est plus là, il est à la campagne désormais.* »

 **Grégory Gutierrez**

Conseiller municipal délégué Numérique et Citoyenneté
ggutierrez@ville-malakoff.fr

Élu-e-s Socialistes et apparenté-e-s > 4 élu-e-s

Un RSA conditionnel?

Il s'agit d'un projet de loi en préparation, disposant que pour avoir droit à un revenu de solidarité active (RSA) de 607 euros/mois pour une personne seule ou de 911 euros pour un couple, il faudrait travailler un mi-temps, soit une rémunération en deçà, voire très en deçà, du Smic, sans précision sur d'éventuelles cotisations notamment retraite (...). La loi de 1988 instaurant un revenu minimum d'insertion (RMI) fut adoptée à l'unanimité avec le constat d'un nécessaire soutien financier pour ceux de nos concitoyens qui momentanément, parfois durablement, se trouvaient empêchés de parvenir à une insertion professionnelle et sociale. Avec le revenu de solidarité active, la notion d'un nécessaire ancrage dans une démarche d'insertion fut soulignée et actée.

Mais si la rigueur et parfois même le contrôle s'avèrent nécessaires, les bénéficiaires ont surtout besoin d'un accompagnement qui requiert technicité, empathie et disponibilité. Car rappelons que le non-recours est un fléau qui nuit gravement à l'efficacité de tout programme de protection sociale. L'exigence de prouver sa bonne foi par des heures de travail ferait peser une suspicion sur tous les bénéficiaires. À terme, cela risquerait de renforcer ce non-recours, estimé à 10 milliards par an, pour des bénéficiaires potentiels qui éviteraient ainsi l'humiliation d'une mesure ressemblant à des travaux d'intérêt général! La notion de responsabilité collective vis-à-vis des plus faibles, qui présida à la création de minima sociaux, régresse maintenant vers l'idée d'une faute individuelle, de la figure du pauvre, malhonnête et fraudeur.

Or, « *La "pauvrophobie" est aussi toxique et nuisible que le racisme, le sexisme et d'autres formes de discrimination, et doit être traitée comme telle.* » (Rapport des Nations unies sur la pauvreté). Ne laissons donc pas la rationalisation d'une politique de solidarité devenir un prétexte pour transformer les allocataires en travailleurs sans droits.

 **Carole Sourigues**

Conseillère municipale déléguée à la Ville inclusive et accessible
csourigues@ville-malakoff.fr

Élu-e-s Nouveau souffle > 2 élus

Accueillir les étrangers: l'indispensable sursaut

La démission forcée du maire de Saint-Brévin, après l'incendie criminel de son domicile, en présence de sa famille, pour avoir soutenu son centre d'accueil de demandeurs d'asile en dépit des intimidations de l'extrême-droite, est un événement d'une grande gravité. Il souligne combien les bonnes volontés – élus, associations, habitants – sont abandonnées face aux manipulations haineuses des tensions autour de l'immigration. Voilà qui doit enfin sonner l'heure du sursaut collectif pour sortir des instrumentalisation mortifères de l'immigration en France.

Nous vivons à Malakoff de longue date les réalités de l'immigration. Nous avons la chance de compter parmi nous des étrangers et des Français issus de l'immigration. Elle se vit d'autant plus tranquillement que notre Ville y contribue par son engagement actif en faveur de la mixité sociale, de l'enseignement, de l'accès aux services sociaux, de l'hébergement et du logement social. Mais nos collectivités locales ne peuvent être les seuls acteurs du vivre ensemble dans un moment de fragilisations sociales et culturelles, de replis sociaux, communautaires et religieux. Alors que monte la tentation de la stigmatisation des étrangers.

Saint-Brévin doit être le moment d'une prise de conscience du gouvernement pour donner à la société les moyens de réussir un accueil organisé des personnes étrangères dans notre pays. Ce devrait être l'objet de la politique d'immigration, plutôt que des manœuvres politiciennes autour d'un énième projet de loi qui ne ferait qu'aggraver les divisions.

Dans l'esprit de ce Nouveau Souffle que nous proposons à tou-te-s les Malakoffot-te-s, ce sursaut doit aussi venir de notre ville, de chacune et chacun d'entre nous, pour prendre notre part des réponses à apporter afin de vivre avec nos différences de tous ordres tout en forgeant la vie en commun dans notre ville comme dans notre pays.

 **Pascal Brice**

Conseiller municipal
pbrice@ville-malakoff.fr